

Commune de	Date	Arrêté	Nature	Folio n°
FLERS	24/06/24	CV-24.274	8.3	
61100	REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE			



**OBJET :**

**DOMAINE PUBLIC  
TRAVAUX DE VOIRIE  
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
ET DU STATIONNEMENT**

DL-LJ  
NB

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3 et L.2125-1,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.115-1, L.141-10, L.141-11 et L.141-12,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-1 et suivants,

VU l'article R.610-5 du Code Pénal,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application,

VU le Règlement de voirie relatif à la coordination et à l'exécution des travaux de voirie, réseaux divers sur les voies publiques adopté par délibération 213 du Conseil Municipal du 30 septembre 2002,

**VU la demande 802694008 reçue en Mairie le 18 juin 2024, présentée par le Groupe SOGELINK, pour le pétitionnaire désigné ci-dessous,**

VU l'avis de Monsieur le Chef de la Circonscription de Police de FLERS,

CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, afin d'y réaliser des travaux de voirie,

CONSIDERANT qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité des usagers du domaine public et à prévenir tout accident pendant le déroulement desdits travaux,

## A R R E T E

\*\*\*

### **ARTICLE 1 - AUTORISATION**

**DU LUNDI 1<sup>er</sup> AU LUNDI 15 JUILLET 2024 INCLUS, l'Entreprise ELITEL RESEAUX – ZA du Châtellier – 61600 MAGNY LE DESERT, est autorisée à occuper le domaine public, AU NIVEAU DU 16 RUE PIERRE COMMUNAL (ex. Cycles Gouvenou) afin de réaliser des travaux ENEDIS pour la future Boulangerie ANGE.**

### **ARTICLE 2 - CHEMINEMENT DES PIETONS**

**Le pétitionnaire devra créer aux abords de la zone de travaux des cheminements protégés pour piétons d'une largeur minimum de 1,40 mètre.**

**En cas d'impossibilité, le cheminement des piétons devra se faire sur le trottoir côté opposé.**

.../...

Commune de	Date	Arrêté	Nature	Folio n°
FLERS	24/06/24	CV-24.274	8.3	
61100	REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE			

### **ARTICLE 3 - CIRCULATION ET STATIONNEMENT**

Pendant la période précitée, sur la zone précitée, au fur et à mesure de l'avancement des travaux :

- ▶ la chaussée sera rétrécie
- ▶ la circulation de tout véhicule sera interdite le temps des travaux
- ▶ le stationnement de tout véhicule sera interdit sur les emplacements délimités par le pétitionnaire.

### **ARTICLE 4 - EXCEPTIONS**

Les prescriptions énoncées à l'article 3 ne sont pas applicables aux véhicules du pétitionnaire, à ceux des services intervenants sur le chantier, ainsi qu'à ceux du corps médical, des services de police et d'incendie.

Le pétitionnaire devra prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'accès auxdits véhicules.

Le pétitionnaire veillera à faciliter l'accès des véhicules :

- des riverains
- des personnes se rendant dans des établissements recevant du public
- de livraison.

### **ARTICLE 5 - DEVIATIONS**

Les détournements se feront par les rues avoisinantes. En aucun cas ils ne pourront se faire par les voies habituellement en sens interdit.

### **ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

**6.1** Le bénéficiaire se charge de se conformer aux dispositions du Règlement municipal de voirie relatif à la coordination et à l'exécution des travaux de voirie, réseaux divers sur les voies publiques, susvisé.

**6.2** Il pourra demander qu'il soit procédé à la vérification de l'implantation des ouvrages.

**6.3** Il devra respecter la réglementation sur le stationnement applicable à la voie sur laquelle l'intervention est programmée.

### **ARTICLE 7 - SIGNALISATION DU CHANTIER**

**7.1** Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**7.2** La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**7.3** La signalisation sera mise en place par les soins et aux frais du bénéficiaire dès le début des travaux.

### **ARTICLE 8 - ETAT DES LIEUX**

Avant tout commencement des travaux, il sera dressé un état des lieux par les services municipaux.

### **ARTICLE 9 - REFECTION**

A défaut d'état des lieux, le domaine public sera considéré comme en parfait état et devra être livré en l'état neuf à l'issue des travaux.

La réfection de tout dégât constaté à l'achèvement des travaux sera à la charge du pétitionnaire.

Commune de	Date	Arrêté	Nature	Folio n°
FLERS	24/06/24	CV-24.274	8.3	
61100	REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE			

#### **ARTICLE 10 - VALIDITE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est valable exclusivement pour la durée correspondant mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration de ce délai. Le cheminement des piétons, la circulation et le stationnement devront être rétablis dès la fin de l'occupation du domaine public.

#### **ARTICLE 11 - DECHETS MENAGERS**

Par précaution, les riverains sont invités à déposer leurs sacs à poubelle à l'angle avec la rue de Domfront.

#### **ARTICLE 12 - PUBLICATION**

Le présent arrêté sera publié si nécessaire dans la presse. Il sera publié sur le site de Flers-Agglomération, à la diligence des services, et affiché sur les lieux, par les soins du pétitionnaire.

#### **ARTICLE 13 - RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage en Mairie. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 14 - EXECUTION**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Circonscription de Police de FLERS et les forces de police placées sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à FLERS, le **lundi vingt-quatre juin deux mille vingt-quatre**.



**Le Maire-Adjoint  
chargé de la Voirie**

**Jacques DUPERRON**

<b>Diffusion le : 27 JUIN 2024</b>	
Requêteur – <a href="mailto:g.pincon@elitel-reseaux.fr">g.pincon@elitel-reseaux.fr</a> <a href="mailto:elitel-reseaux-magny-d@demat.sogelink.fr">elitel-reseaux-magny-d@demat.sogelink.fr</a> Commissariat Gendarmerie Centre de Secours Principal SMUR Bus urbains (Transdev – Transport à la demande) SIRTOM Presse	Recueil des Actes Administratifs Municipaux Publication Maire-Adjoint délégué DEA DAM (Transport) DEP (CD + DB + Voirie) Police Municipale Service Citoyenneté et vie quotidienne

